

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 14/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN GLASS FRANCE

11 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
BP 99
59580 Émerchicourt

Références : -
Code AIOT : 0007000442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SAINT GOBAIN GLASS FRANCE implanté 11 boulevard de la république BP 99 59580 Émerchicourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site Saint-gobain Glass Emerchicourt est soumis au système d'échange de quotas de l'union européenne pour son activité de fabrication de verre. A ce titre, l'exploitant doit chaque année, avant le 28 février, déclarer ses émissions sur la base d'un Plan De Surveillance (PDS) et il peut, avant le 31 mars de chaque année, déclarer ses niveaux d'activité sur la base d'un Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) afin d'obtenir une allocation de quotas gratuits. La visite du 3 décembre 2024 a pour but de vérifier que les éléments présents dans les PDS et PMS et leurs procédures déclinent les modes de faire du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN GLASS FRANCE
- 11 boulevard de la république BP 99 59580 Émerchicourt
- Code AIOT : 0007000442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine implantée sur les communes d'Aniche et d'Emerchicourt fabrique du verre flotté ("float") et transforme du verre en le feuilletant ou en le découpant.

Elle dispose pour ce faire :

- d'un atelier « Composition », avec deux chaudières (production de vapeur de 7 t/h et 5 t/h) fonctionnant au gaz naturel (respectivement de puissance 5,35 et 3,23 MW) dédiées au préchauffage des matières premières, au réchauffage du fioul lourd, au besoin de chauffage. Les principales matières premières entrant dans la composition du verre plat sont le carbonate de sodium, le calcaire, la dolomie et le coke;
- d'un atelier « Float », avec un four potentiellement mix gaz naturel/ fioul lourd (depuis 2023) d'une capacité de fusion de 650 tonnes par jour (40 MW), qui produit du verre clair pour une application Bâtiment, et du verre vert pour une application Automobile ou aéronautique;
- d'un atelier « Feuilleté » (pose d'une couche anti-effraction ou d'isolation entre deux plaques de verre) avec une chaudière gaz naturel à fluide caloporteur (huile) (de puissance 1,74 MW) dédiée à deux autoclaves ;
- d'un atelier « Découpe » (avec des radiants fonctionnant au gaz naturel permettant de chauffer l'atelier) ;
- de groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique (total 6,44 MW) ;
- d'engins mobiles non routiers fonctionnant au fioul domestique et d'autres électriques (Hors SEQE).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Soumission au SEQE	Règlement européen du 13/10/2003, article 4	Sans objet
2	Exhaustivité des déclarations des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 5	Sans objet
3	Précision des données	Règlement européen du 19/12/2018, article 7	Sans objet
4	Amélioration continue	Règlement européen du 19/12/2018, article 9	Sans objet
5	Modifications du plan de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 14	Sans objet
6	Catégorisation des installations,	Règlement européen du 19/12/2018, article 19	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des flux et des sources d'émission		
7	Activités de gestion du flux de données	Règlement européen du 19/12/2018, article 58	Sans objet
8	Séparation des fonctions	Règlement européen du 19/12/2018, article 62	Sans objet
9	Contenu du PMS	Règlement européen du 19/12/2018, article 8	Sans objet
10	Définition sous-installation avec référentiel de chaleur	Règlement européen du 19/12/2018, article 2	Sans objet
11	Définition sous-installation avec référentiel de combustibles	Règlement européen du 19/12/2018, article 2	Sans objet
12	Modifications du PMS	Règlement européen du 19/12/2018, article 9	Sans objet
13	Déroptions	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe VII Art. 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne maîtrise des données à surveiller et à déclarer pour le suivi des émissions et des niveaux d'activité et se tient informé des évolutions de la réglementation dans le domaine du système d'échanges de quotas pour évaluer les conséquences en termes de quotas alloués et anticiper les choix de combustibles par exemple.

5 observations sont soulevées dans le présent rapport pour améliorer les plans de surveillance (PDS et PMS) ou procédures annexées. Un retour de l'exploitant sous 1 mois est attendu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Soumission au SEQE

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/10/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Puissance des installations de combustion
Prescription contrôlée : Directive 2003/87/CE Les États membres veillent à ce que, à partir du 1er janvier 2005, aucune installation n'exerce une activité visée à l'annexe I entraînant des émissions spécifiées en relation avec cette activité, à moins que son exploitant ne détienne une autorisation délivrée par une autorité compétente conformément aux articles 5 et 6, ou que l'installation ne soit exclue du SEQE de l'UE

conformément à l'article 27. Cette disposition s'applique également aux installations intégrées en vertu de l'article 24.
<p>Constats :</p> <p>La ligne de production de verre « Float » a été arrêtée le 13 avril 2012. Le four a été détruit et seules des activités de découpe et de feuilletage du verre, non soumises au SEQE, ont été maintenues sur site.</p> <p>Saint Gobain Aniche n'est donc pas entrée dans la phase 3 du système d'échanges de quotas (2013-2020).</p> <p>En septembre 2016, la ligne « float » de fabrication de verre plat a redémarré à la suite de la construction d'un nouveau four conçu pour fonctionner en continu pour une durée de 20 ans. L'activité de fabrication de verre pour une capacité de 650 t/j est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/11/2015.</p> <p>L'installation est entrée à nouveau dans le SEQE en 2016 pour son activité qui relève de la rubrique "fabrication de verre, y compris fibres de verre, avec une capacité de fusion > 20 t/j".</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exhaustivité des déclarations des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement MRR 2018/2066</p> <p>La surveillance et la déclaration sont exhaustives et couvrent toutes les émissions de procédé et de combustion provenant de l'ensemble des sources d'émission et des flux liés aux activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE et aux autres activités incluses en application de l'article 24 de cette directive, ainsi que les émissions de tous les gaz à effet de serre indiqués en rapport avec ces activités, tout en évitant une double comptabilisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance couvre les émissions de procédés et de combustion du site d'Aniche. Le document "SGGF Aniche Flux émissions CO2 24 08 2023" schématisant les sources d'émissions et les flux associés est annexé au PDS et joint au présent rapport; les moyens de comptage sont identifiés par un numéro.</p> <p><u>Les émissions de procédé</u> sont déterminées à partir des différentes matières entrant dans la composition du verre : carbonate de sodium, calcaire, dolomie (ainsi que de la magnésie et du carbonate de potassium pour des productions particulières) qui sont des matières carbonatées ainsi que du coke (n°Bxx).</p> <p><u>Les émissions de combustion</u> sont déterminées à partir des différents combustibles consommés dans les appareils de combustion :</p> <p>* Le gaz naturel sert de combustible pour les fours, les chaudières gaz, la chaudière autoclave de la ligne feuilletée et les radiants utilisés pour le chauffage de la ligne de découpe; Un compteur GRT gaz (n°1) mesure la quantité de gaz entrant sur site.</p> <p>* Le four peut également être alimenté par du fioul lourd (n°11 et 12).</p>

<p>* Le fuel domestique sert au fonctionnement des groupes électrogènes de secours (n°9) et des motopompes incendie (n°10).</p> <p>Le gaz à effet de serre surveillé est le CO2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Précision des données

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement MRR 2018/2066</p> <p>Les exploitants et les exploitants d'aéronefs veillent à ce que la détermination des émissions ne soit ni systématiquement ni sciemment inexacte.</p> <p>Ils repèrent et limitent autant que possible toute source d'inexactitude.</p> <p>Ils font preuve de la diligence nécessaire pour faire en sorte que le calcul et la mesure des émissions présentent le degré de précision le plus élevé possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant d'entrer dans la composition de la recette, les matières premières sont pesées à l'aide de balances internes étalonnées par un organisme extérieur et des analyses sur échantillon représentatif sont effectuées trimestriellement pour les principales matières (carbonate de sodium, calcaire, dolomie), annuellement pour le coke (estimation prudente) et 1 fois par campagne pour matières entrant dans la composition du verre aéronautique.</p> <p>NaTran (ex GRTgaz) fournit les données relatives au GN consommé par l'usine : volume, facteur d'émission, pouvoir calorifique.</p> <p>Les quantités de combustibles utilisées autres que le GN sont évaluées à partir de la variation du stock et des quantités livrées ; les facteurs d'émission proviennent de la base Ominea.</p> <p>Les incertitudes associées à chaque flux figurent dans le PDS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Amélioration continue

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement MRR 2018/2066</p> <p>Les exploitants et les exploitants d'aéronefs tiennent compte des recommandations figurant dans les rapports de vérification délivrés conformément à l'article 15 de la directive 2003/87/CE pour leurs exercices ultérieurs de surveillance et de déclaration.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les 3 derniers rapports de vérification ne comportent pas de « non conformités de l'année précédente non résolues ».</p> <p>Le PDS est régulièrement mis à jour pour prendre en compte les remarques du vérificateur (SGS) et de l'Inspection.</p> <p>La version en vigueur lors de l'Inspection est la version 4 de 2024.</p> <p>Des observations ont été soulevées par le vérificateur sur la version 4 "PDS SGGF Emerchicourt 2024 27 09 24 " concernant l'absence de procédure pour déterminer les quantités de biogaz sur la base des données d'achat, sur les méthodes d'analyses des matières carbonatées à clarifier (norme ISO 21663 et/ ou méthodes internes PA 208 et PA 317 du prestataire SOCOR) et sur des procédures proches traitant de la surveillance des émissions mais non mises à jour simultanément.</p> <p>Observation 1 : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le PDS pour prendre en compte les remarques du vérificateur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modifications du plan de surveillance

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement MRR 2018/2066</p> <p>1. Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation ou de l'activité aérienne conformément à l'article 7 de la directive 2003/87/CE, et étudie la nécessité d'une amélioration de la méthode de surveillance.</p> <p>2. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef modifie le plan de surveillance au moins dans les cas suivants:</p> <p>a) lorsque de nouvelles émissions se produisent, parce que de nouvelles activités sont menées ou parce que de nouveaux combustibles ou de nouvelles matières sont utilisés, dont le plan de surveillance ne fait pas encore état;</p> <p>b) lors d'un changement dans la disponibilité des données, du fait de l'utilisation de nouveaux types d'instruments de mesure ou de nouvelles méthodes d'échantillonnage ou d'analyse, ou pour d'autres raisons, qui se traduit par une plus grande précision dans la détermination des émissions;</p> <p>c) lorsque les données obtenues par la méthode de surveillance précédemment appliquée se sont révélées incorrectes;</p> <p>d) lorsque la modification du plan de surveillance améliore la précision des données déclarées, sauf si cela n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs;</p> <p>e) lorsque le plan de surveillance ne répond pas aux exigences du présent règlement et que l'autorité compétente invite l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef à le modifier;</p>

<p>f) lorsqu'il est nécessaire de donner suite aux suggestions d'amélioration du plan de surveillance contenues dans le rapport de vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la version 2 du PDS du 29/09/2002 a été intégrée une campagne de verre aéronautique ; ce type de production est réalisé une fois tous les 10 ans sur le site.</p> <p>Dans la version 3 du 04/10/2023 a été ajouté un nouveau flux de combustion correspondant à l'utilisation du fioul lourd pour le four.</p> <p>Dans la version 4 du 03/10/2024 est prise en compte une part de biomasse dans le gaz naturel consommé sur site. En 2024, cette part s'élevait à 1,4 %.</p> <p>Cette part de biomasse exonère l'exploitant des quotas de CO2 associés.</p> <p>Des documents sont nécessaires pour justifier de l'achat de cette quantité de biomasse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les preuves de durabilité (PoS) précisant notamment la part de réduction de gaz à effet de serre ; - l'attestation de garantie d'origine (déclaration d'annulation EEX) ; <p>Observation 2 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'annexer au plan de surveillance la procédure encadrant l'achat et l'utilisation de biogaz.</p> <p>L'Inspection rappelle que, suite à la révision du règlement MRR par le règlement modificatif 2024/2493, une nouvelle version de fichier PDS est à utiliser pour la déclaration des émissions à compter des données de 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Catégorisation des installations, des flux et des sources d'émission

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement MRR 2018/2066</p> <p>1. Aux fins de la surveillance des émissions et de la détermination des exigences minimales requises pour les différents niveaux, chaque exploitant détermine la catégorie de son installation conformément au paragraphe 2 et, le cas échéant, la catégorie de chaque flux conformément au paragraphe 3 et de chaque source d'émission conformément au paragraphe 4.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est de catégorie B pour des émissions annuelles estimées à 96 301 t CO2 (PDS version 4) ; cette valeur est une estimation prudente basée sur les émissions de 2023 et une part de biomasse de 1 % dans le gaz naturel.</p> <p>Les flux de minimis (total des flux concernés représentant moins de 1000 t de CO2 ou moins de 2% des émissions estimées) sont le coke, le fioul domestique, la magnésie et le carbonate de potassium.</p> <p>La catégorie mineure (moins de 5000 t de CO2 ou moins de 10 %) a été retenue par l'exploitant</p>

pour la dolomie et la catégorie majeure pour le calcaire, les 2 matières représentant à elles deux plus de 10 % des émissions.
Les flux majeurs sont GN, fioul lourd, carbonate de sodium et calcaire : le GN représente la moitié des émissions de CO2 fossile.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Activités de gestion du flux de données

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 58

Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

Règlement MRR 2018/2066

1. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données en vue de la surveillance et de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et veille à ce que la déclaration d'émissions annuelle établie sur la base des activités de gestion du flux de données ne contienne pas d'inexactitudes et soit conforme au plan de surveillance, aux procédures écrites susmentionnées et au présent règlement.

Constats :

Saint-Gobain Emerchicourt dispose d'un mode opératoire "gestion des responsabilités et des flux de données"; ce document (EHS-MOP-008) précise pour chaque flux (ex GN), la tâche à réaliser et l'action requise (ex : relevé de compteur et report dans le fichier dédié), la personne chargée de l'effectuer (ex : responsable fluide), la périodicité (ex : tous les mois).

Observation 3:

Le mode opératoire EHS-MOP-008 est incomplet : par exemple, il ne reprend pas la tâche relative à la mesure du rendement des chaudières alors que cette tâche est présente dans le mode opératoire EHS-MOP-015 relatif au traitement des données et risques pour la déclaration d'activité CO2, la tâche relative au contrôle de l'épaisseur du verre ...

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Séparation des fonctions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 62

Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

Règlement MRR 2018/2066

Aux fins de l'article 59, paragraphe 3, point c), l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef désigne des responsables pour toutes les activités de gestion du flux de données et pour toutes les activités de contrôle, en veillant à séparer les fonctions incompatibles. En l'absence d'autres activités de contrôle, il fait en sorte que, pour toutes les activités de gestion du flux de données proportionnées aux risques inhérents mis en évidence, toute information ou donnée utile soit confirmée par au moins une personne qui n'est pas intervenue dans la détermination et l'enregistrement de cette information ou donnée.

L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef gère les compétences nécessaires pour assumer les responsabilités en jeu, en particulier l'attribution adéquate des responsabilités, la formation et les évaluations des performances.
Constats : D'après le PDS : <ul style="list-style-type: none"> - le contrôleur de gestion vérifie la cohérence entre les données facturées et réelles; - le responsable fluides relève les compteurs; - le responsable EHS suit les prélèvements et analyses de matières/combustibles et renseigne les données dans le tableau de suivi des émissions de CO2 Aniche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu du PMS

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des niveaux d'activité
Prescription contrôlée : Règlement FAR 2019/331 1. L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI.
Constats : L'installation est découpée en 3 sous-installations : <ul style="list-style-type: none"> - la sous-installation avec référentiel de produit verre flotté ; - une sous-installation avec référentiel de chaleur non CL, pour la production de chaleur mesurable produite par la chaudière à fluide caloporteur de l'atelier verre feuilleté et utilisée dans les autoclaves ; - une sous-installation avec référentiel de combustible, CL pour le chauffage de l'atelier découpe par des radians (chaleur non mesurable)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Définition sous-installation avec référentiel de chaleur

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des niveaux d'activité
Prescription contrôlée :

Règlement FAR 2019/331

les intrants, les extrants et les émissions correspondantes qui ne relèvent pas d'une sous-installation avec référentiel de produit et qui sont liés à la production de chaleur mesurable, à l'importation de chaleur mesurable en provenance d'une installation relevant du SEQE de l'Union européenne, à l'exclusion des installations relevant du SEQE aux seules fins des articles 14 et 15 de la directive 2003/87/CE, ou aux deux à la fois, cette chaleur étant:

a) consommée dans les limites de l'installation pour la fabrication de produits, pour la production d'énergie mécanique autre que celle utilisée aux fins de la production d'électricité, pour le chauffage ou le refroidissement, à l'exclusion de la consommation aux fins de la production d'électricité, ou

b) exportée vers une installation ou une autre entité non couverte par le SEQE de l'Union européenne à d'autres fins que le chauffage urbain, à l'exclusion de l'exportation aux fins de la production d'électricité;

Constats :

Constats :

Le verre feuilleté est le produit de sortie pour cette sous-installation. Il n'est pas considéré comme à risque de fuite de carbone ; son PRODCOM est différent de celui du verre flotté.

La chaleur mesurable produite dans cette sous-installation est calculée comme étant la consommation de gaz naturel de la chaudière à fluide caloporteur multipliée par le rendement mesuré de la chaudière. La consommation en gaz naturel est mesurée par le compteur n°6 (non soumis à la métrologie légale nationale) en kWh PCS. Celle-ci est corrigée pour que la somme des consommations mesurées par tous les compteurs du site soit égale à la consommation totale mesurée par le compteur général GRT Gaz.

La chaudière de l'atelier feuilleté n'a qu'une seule allure de fonctionnement, les mesures de rendement sont réalisées à l'allure d'utilisation.

Ce rendement appliqué à la consommation de gaz naturel permet de connaître la chaleur produite en TJ.

La chaleur consommée par les autoclaves et qui permet le calcul des quotas alloués à cette sous-installation est la chaleur produite par la chaudière moins les pertes de chaleur.

Pour le calcul des pertes réseau explicité à l'onglet d) du PMS, l'exploitant utilise la formule $P=k.l.(T1-T2)$ avec :

- P : les pertes thermiques d'une canalisation en W ;
- k : le coefficient de pertes thermiques d'un tube calorifugé défini dans les abaques commandés par l'ADEME dans le document "la conception des réseaux bouclés d'eau chaude sanitaire" rédigé par le comité scientifique et technique des industries climatiques, version de février 2021 ;
- l : la longueur de la canalisation en m ;
- T1 température d'eau en °C / T2 température ambiante moyenne autour de la canalisation.

Sur cette base, l'exploitant estime les pertes de chaleur à 1,404 kW de chaleur perdue à

Sur cette base, l'exploitant estime les pertes de chaleur à 1,404 kW de chaleur perdue à comparer à 1544 kW de chaleur produite et conclue à une perte de 0,01 % (au lieu de 0,1%).

Observation 4 :

Il est demandé à Saint-Gobain Aniche de :

- fournir l'abaque qui attribue la valeur 0,13 W/m. K au coefficient de perte pour une canalisation en aluminium en DN 100 recouverte d'un calorifuge en laine minérale de 50 mm ;
- de modifier le PMS pour préciser la fréquence de mesure du rendement de la chaudière (4 fois minimum d'après le règlement), corriger l'ordre de grandeur du pourcentage de perte de chaleur (0,1 % et non 0,01%) et préciser que ce pourcentage de perte est appliqué à la quantité de chaleur produite par la chaudière à fluide caloporteur pour évaluer la quantité de chaleur perdue et donc la chaleur véritablement consommée par les autoclaves.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Définition sous-installation avec référentiel de combustibles

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

Règlement FAR 2019/331

les intrants, les extrants et les émissions correspondantes qui ne relèvent pas d'une sous-installation avec référentiel de produit et qui sont liés à la production, par la combustion de combustibles ou à partir d'électricité, de chaleur non mesurable, dans le but principal de produire de la chaleur, consommée pour la fabrication de produits, pour la production d'énergie mécanique autre que celle utilisée aux fins de la production d'électricité, ou pour le chauffage ou le refroidissement, à l'exclusion de la consommation aux fins de la production d'électricité, y compris la mise en torchère pour des raisons de sécurité;

Constats :

La découpe du verre nécessite de chauffer l'atelier.

Les radiants servant au chauffage de l'atelier découpe entrent dans la sous-installation avec référentiel de combustible.

Il ne s'agit pas de chaleur mesurable.

La consommation en GN est mesurée par le compteur 7 (non soumis à la métrologie légale nationale) en kWh PCS. Celle-ci est corrigée pour que la somme des consommations mesurées par tous les compteurs du site soit égale à la consommation totale mesurée par le compteur général NaTran (ex GRTgaz). Le PCI est fourni par NaTran.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Modifications du PMS

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des niveaux d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement FAR 2019/331</p> <p>1. L'exploitant vérifie régulièrement que le plan méthodologique de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. À cet effet, l'exploitant tient compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification.</p> <p>2. L'exploitant modifie le plan méthodologique de surveillance dans les cas suivants:</p> <p>a) en cas de nouvelles émissions ou de nouveaux niveaux d'activité dus à la réalisation de nouvelles activités ou à l'utilisation de nouveaux combustibles ou de nouvelles matières qui ne figurent pas encore dans le plan méthodologique de surveillance;</p> <p>b) lorsque l'utilisation de nouveaux types d'instruments de mesure, de nouvelles méthodes d'échantillonnage ou d'analyse ou de nouvelles sources de données, ou d'autres facteurs, se traduisent par un plus grand degré d'exactitude dans la détermination des données déclarées;</p> <p>c) lorsque les données obtenues par la méthode de surveillance précédemment appliquée se sont révélées incorrectes;</p> <p>d) lorsque le plan méthodologique de surveillance n'est pas, ou n'est plus, conforme aux exigences du présent règlement;</p> <p>e) lorsqu'il est nécessaire de mettre en œuvre des recommandations d'amélioration du plan méthodologique de surveillance contenues dans un rapport de vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le PMS est modifié régulièrement (chaque année environ).</p> <p>Le fichier "ETS 4 PMS SG Glass Ani V7 181024" est la 7ème version de PMS soumise à l'autorité. Il apporte des précisions sur les calculs de rendement chaudière et l'estimation des pertes.</p> <p>Le rapport de vérification des niveaux d'activité de Saint-Gobain Aniche comporte comme recommandation d'amélioration :</p> <p>« mettre en place ou documenter les méthodes de suivi des équipements de mesure utilisés dans le calcul des BM (ex : étalonnage des outils de mesure d'épaisseur pour le BM produit ou vérification du compteur gaz 6 pour BM Chaleur et compteur gaz 7 pour BM Combustible ».</p> <p>Observation 5: Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le PMS en prenant en compte cette recommandation. Le nouveau template (PMS_FR_20250415) devra être utilisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dérogations

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe VII Art. 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des niveaux d'activité
Prescription contrôlée :

4.2. Coûts excessifs

Lorsqu'un exploitant déclare que l'application d'une méthode de détermination donnée entraîne des coûts excessifs, l'autorité compétente analyse le caractère excessif des coûts en tenant compte de la justification fournie par l'exploitant.

L'autorité compétente considère les coûts comme étant excessifs lorsque les coûts estimés par l'exploitant sont supérieurs aux bénéfices liés à une méthode de détermination donnée. Dans ce contexte, les bénéfices sont calculés en multipliant le prix de référence visé à l'article 18, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 de la Commission par un facteur d'amélioration, et les coûts tiennent compte d'une période d'amortissement appropriée, fondée sur la durée de vie économique des équipements, s'il y a lieu.

Le facteur d'amélioration est égal à 1 % de la dernière allocation annuelle gratuite de la sous-installation.

[...]

Les mesures visant à améliorer la méthode de surveillance d'une installation ne sont pas réputées entraîner des coûts excessifs jusqu'à un montant cumulé de 2 000 EUR par an. Pour les installations à faible niveau d'émission telles que définies à l'article 47 du règlement (UE) no 601/2012, ce seuil est égal à 500 EUR par an.

Constats :

Saint-Gobain Emerchicourt a déposé :

- 7 demandes de dérogation pour coûts excessifs ;
- 5 demandes de dérogation pour infaisabilité technique ;
- 1 demande pour une source de données avec un degré d'exactitude équivalent ou supérieur.

Les demandes de dérogation pour coûts excessifs sont liées à l'utilisation de compteurs non soumis à métrologie légale :

- le compteur 6 sert à déterminer la quantité de gaz naturel consommée par la sous-installation chaleur ;
- le compteur 7 sert à déterminer la quantité de gaz naturel consommée par la sous-installation combustible.

Le coût de remplacement des compteurs a été estimé à environ 4000 € par compteur pour un bénéfice environnemental calculé à 400 - 500 € ;

A noter que l'écart entre la somme des compteurs du site et le compteur général n°1, qui représente environ 1 à 1,5 % de gaz consommé, est redistribué proportionnellement pour s'assurer de la qualité des données.

Type de suites proposées : Sans suite